

Thomas HERRAN

Docteur en droit privé et sciences criminelles, maître de conférences à l'Université de Bordeaux

ISCJ | Institut de sciences criminelles et de la justice (UR 4633)

Champs de recherche : droit pénal – procédure pénale - droit pénal international – droit pénal européen (Union européenne, conseil de l'Europe) – droits de l'homme

Cursus universitaire

2005 : Licence en droit (Université de Pau et des Pays de l'Adour)

2007 : Master de droit privé et sciences criminelles (Université de Pau et des Pays de l'Adour), mention Bien

2012 : Docteur en droit de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Mention très honorable avec les félicitations du jury

Situation statutaire

Depuis 2014 : Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Bordeaux

Enseignements

Cours magistraux :

- Université de Bordeaux :

Droit pénal

- **Introduction au droit pénal et aux sciences criminelles**, L1 Droit (2017-2022)
- **Droit pénal spécial**, préparation à distance aux deuxième et troisième concours de l'ENM, IEJ/Université de Bordeaux (2020)
- **Police administrative et droit pénal**, conférence IEJ ENM, 2h (2019)

- **La répression pénale des violations massives des droits de l'Homme**, conférence IEJ EDA/ENM (depuis 2023)
- **Droit pénal européen**, M1 Droit pénal et sciences criminelles (depuis 2020)
- **Droit pénal international**, M1 Droit pénal et sciences criminelles, 35h (2014-2020 ; 2023-2024)
- **Droit pénal international**, M2 droit pénal approfondi, 10h (2020-2024)
- **Droit international pénal**, M2 droit pénal européen et international, 15 heures (depuis 2021)
- **Les procédures de remise**, M2 Droit de l'exécution des peines et droits de l'homme, Agen, 3h (depuis 2014).
- Séminaire sur les « **Infractions transnationales** », M2 droit pénal européen et international, 5 heures (2021-2022 ; 2023-2024)

Droit privé

- **Introduction générale au droit**, L1 Économie, 17h30 (2014-2017)
- **Introduction au droit et grandes notions du droit civil**, L1 AES, IDE de Périgueux, 24h (2018-2019),
- **Introduction au droit privé**, L1 Droit, IDE de Périgueux, 42h (2018-2023)
- **Introduction au droit privé**, Capacité en droit, 1^{ère} année, 40h (depuis 2024)
- **Droit des affaires**, L3 Droit, IDE de Périgueux, 35h (2014-2015).
- **Droit des biens**, L2 Droit, IDE de Périgueux, 30h (2015-2020).
- **Droit des obligations et des biens**, Capacité en droit 1^{ère} année, 30h (2015-2021).
- **Droit des obligations**, Capacité en droit 2^{ème} année, 40h (depuis 2023).
- **Droit de la responsabilité civile**, L2 AES, 17h30 (2015-2020).
- **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, 35h (2022-2025)

▪ Hors université de Bordeaux

- **Droit de la responsabilité civile**, L2 Droit, Licence Droit Franco-allemand, 14h, Université de Bayreuth (2021-2024)
- **Droit pénal et droits fondamentaux**, M2 protection des droits fondamentaux et des libertés, 15h, Université de Franche Comté (2020-2022)
- **Application de la loi pénale dans l'espace**, M2 droit pénal international et européen, 20h, université de Limoges (2020-2022)

- **Fondamentaux de procédure pénale**, DU Droit routier, 8h, Université de Pau et des Pays de l'Adour, (depuis 2018)
- **Droit de l'entraide policière internationale**, M2 Police et sécurité intérieure, 21h, Université de Pau et des Pays de l'Adour (depuis 2016)
- **Droit européen de la coopération pénale**, 8h, Université de Pau et des Pays de l'Adour (depuis 2021)
- **Droit du renseignement**, M2 Police et sécurité intérieure, 5h, Université de Pau et des Pays de l'Adour (2021).
- **Coopération policière européenne**, Master 2 Espace de liberté, de sécurité et de justice, 15h, Université de Strasbourg (depuis 2021)
- **Droit pénal de l'Union européenne**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance, 10h, Université de Toulouse Capitole (2021-2025)
- **Droit pénal et CEDH**, M2 Droit pénal et sciences criminelles à distance, 10h, Université de Toulouse Capitole (Depuis 2021)

Classe « prépa talents » de l'ENM (Bordeaux/Limoges)

- **Droit pénal général et spécial** (depuis 2019)

Enseignements/travaux dirigés :

Droit pénal

- **Droit pénal général et spécial**, préparation à l'examen d'entrée de l'école d'avocats, IEJ /Université de Bordeaux, 10h (depuis 2014)
- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la note de synthèse pour les concours des métiers de l'exécution des peines, IEJ /Université de Bordeaux, 2h (depuis 2018)
- **Droit pénal et procédure pénale**, préparation à la dissertation pour les concours de la police nationale, IEJ /Université de Bordeaux (depuis 2021)
- **Droit pénal européen**, M1 droit pénal et sciences criminelles, Université de Bordeaux, 15h (2023-2024)

Droit civil

- **Droit international privé spécial**, M1 Droit international et M1 Droit privé général, Université de Bordeaux, 30h (2017-2018)
- **Droit des obligations**, capacité 2, 10h (2023-2024)

- **Introduction au droit privé**, capacité 1, 10h (2024-2025)

Responsabilités administratives et scientifiques

Responsabilité pédagogique :

Depuis 2021 : codirecteur du Master droit pénal européen et international, Université de Bordeaux et Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Depuis 2024 : codirecteur des études de la préparation aux Métiers de l'Administration Pénitentiaire et de la Police, IEJ de Bordeaux.

2021-2024 : directeur des études de la préparation aux concours de la Police nationale, IEJ de Bordeaux.

2020-2023 : Co-porteur du projet pédagogique « Concours Claude Lombois » avec Bernadette Aubert et Catherine Marie, soutenu par la Région Nouvelle Aquitaine. Ce projet associant les universités de la Nouvelle Aquitaine a pour objet l'organisation d'un concours de plaidoirie en droit pénal international à destination des étudiants de Master et un concours d'éloquence à destination de lycéens sur une thématique d'actualité

Responsabilité administrative :

De 2019 à 2022 : membre suppléant du Conseil du Département Droit et transformations sociales

Depuis 2022 : directeur adjoint de l'Institut de sciences criminelles et de la Justice

Depuis 2022 : membre de la commission scientifique de l'ISCJ

Depuis 2024 : référent bien-être de l'ISCJ

Activités de recherche et missions scientifiques

Organisation ou co-organisation de colloques ou de journées d'études :

- Membre du comité d'organisation des journées d'études des doctorants en Droit privé de l'UPPA sur « **La réforme des lois de bioéthiques** », 15 avril 2011, UFR DEG, Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Organisation du colloque international « **Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives de la Cour pénale internationale** », 21, 22 et 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français : l'exemple du droit pénal spécial** », avec Marie Bardet, 24 sept. 2021, Université de Bordeaux.
- Organisation de la table ronde « **Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ?** », 26 mars 2024, Université de Bordeaux.
- Co-organisation d'une journée d'étude, « **Les 20 ans d'application du mandat d'arrêt européen** », avec Amane Gogorza, 22 novembre 2024, Université de Bordeaux.

Participation à des projets de recherche :

- Participation au projet de recherche financé par la mission Droit et Justice sur « *La dimension internationale de la justice pénale* », dirigé par Valérie Malabat (2009-2011).

Le rapport est accessible sur le site de la mission Droit et Justice (<http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-dimension-internationale-de-la-justice-pnale/>)

- Participation au projet de recherche sur « *Les rapports entre le droit de l'Union européenne et le droit du Conseil de l'Europe (hors Convention européenne des droits de l'homme)* », dirigé par Sébastien Platon (2015).
- Participation au projet de recherche GENVIPART : « *Les dimensions genrées des violences contre les partenaires intimes : comprendre le sens des actes et le sens de la peine pour les auteurs afin de mieux prévenir et réduire ces violences* », sous la direction de Eric Macé, professeur en sociologie (2020-2023).

Le rapport est accessible sur le site de l'IERDJ : <https://gip-ierdj.fr/fr/publications/dimensions-genrees-violences/>

Direction de recherche

Thèses :

- Abou Thioune, *La justice pénale du terroriste : approche franco-sénégalaise*, en codirection Yaya Bodian, depuis 2020

- Pavel Sascheko, *L'incrimination de la corruption*, en codirection avec Valérie Malabat, depuis 2025.

Mémoires de recherche :

- **Master 2 Droit pénal approfondi de l'Université de Bordeaux :** Margaux Masson, *La guerre en droit pénal* (2015) ; Charlène Crochet, *La protection des données à caractère personnel et les fichiers de police* (2016) ; Alice Faustin, *Le territoire en droit pénal* (2017) ; Marion Dussuchal, *Terrorisme et infractions internationales par nature* (2018) ; Julien Fernagut, *L'infraction transnationale* (2018) ; Thibaut Mandin, *Renseignement(s) et procédure pénale* (2019) ; Manon Busnel, *Les immunités en matière pénale* (2020) ; Lolita Orgogozo, *L'élément contextuel de l'infraction* (2021) ; Victoria Brinig, *La responsabilité pénale des personnes morales en droit international pénal* (2021) ; Camille Ducept, *La notion d'infraction de droit commun* (2022) ; Mathilde Méoule, *L'influence du parquet européen sur la procédure pénale française* (2022) ; Quentin Gosset, *L'indivisibilité des infractions* (2023) ; Victor de Maximy, *La double incrimination dans les procédures de remise* (2023) ; Emma Gillioz, *Trial by media et droit pénal* (2024) ; Chloé Masson, *La nationalité en droit pénal international* (2024) ; Eléa Foureaux, *L'emprise en droit pénal* (2025) ; Mayalen Guérin, *Le principe non bis in idem en droit pénal* (2025).
- **Master 2 Droit pénal européen et international de l'Université de Bordeaux :** Méline Dos Santos, *La gravité en droit international pénal* (2022) ; Eva Saint-Cricq, *Les intérêts de la justice* (2022) ; Carlotta Ruiz, *La Cour pénale internationale, modèle de justice optimal ?* (2022) ; Aurélien Grandclerc, *Les tribunaux d'opinion* (2023) ; Vincent Barraud, *Le principe de solidarité des compétences législative et juridictionnelle* (2024) ; Adrien Bidet, *Justice pénale internationale et médias* (2025) ; Daphné Bréchet-Nadjombe, *Cybercriminalité et crimes internationaux par nature* (2025) ; Charline Pichard, *Les juridictions militaires* (2025) ; Chiara Di Tommaso, *La réparation des victimes devant la Cour pénale internationale* (2025)
- **Master 2 Exécution des peines et droits de l'homme :** Louise Haroutunian, *L'entraide pénale internationale aux fins d'exécution des peines* (2024)
- **Master 2 Droit pénal comparé :** Sarah Gazut, *L'influence de l'instauration du parquet européen sur les procédures pénales française et luxembourgeoise* (2023).
- **Master 2 Droit international de l'Université de Bordeaux :** Armane Escudé, *L'échange transfrontalier de données dans la lutte contre le financement du terrorisme* (2018) ; Patrick Assi, *La répression internationale du terrorisme* (2019) ; Fatima Haidara, *L'indépendance de la Cour pénale internationale* (2019)

- **Master 2 Protection des droits fondamentaux et des libertés de l'Université de Franche Comté :** Aminatou Seidou Amadou, *Droit pénal et liberté religieuse* (2021) ; Juline Borie, *La traite des êtres humains* (2021) ; Marina Boudesseul, *L'indignité des conditions de détention* (2021) ; Gauthier Buire, *Les droits fondamentaux à l'épreuve des box sécurisés* (2021) ; Manel Sebaa, *Le dédoublement du dispositif de lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux* (2021) ; Célia Genoud, *La fin de vie* (2022) ; Margaux Giorgio, *Liberté sexuelle et droit pénal* (2022) ; Marie Hadeou, *La protection pénale des personnes LGBT en France et Côte d'Ivoire* (2022) ; Alexandre Leygue, *Le maintien de l'ordre et les droits fondamentaux* (2022)

Mémoire de Licence (Science po' Bordeaux) : Aurélien Lacoste, *L'usage des armes par les forces de police* (2025)

Participation à des jurys de thèses

- Membre du jury de soutenance de thèse de M. Altamimi, *La double incrimination en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 8 janvier 2018 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme N'Gassa, *La responsabilité pénale de l'entreprise multinationale*, sous la direction d'André Giudicelli, Université de La Rochelle, 23 octobre 2020 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme El Zawan, *Les obstacles au jugement des criminels devant la Cour Pénale Internationale*, sous la direction de Charlotte Claverie-Rousset, Université de Bordeaux, 24 novembre 2022 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de Mme Christienne, *La résidence en droit pénal international*, sous la direction de Laurent Desessard, Université de Poitiers, 28 septembre 2023 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse Mme Chaer, *Complicité et extranéité. Étude comparée en droits français et libanais*, sous la direction de Philippe Conte, 7 décembre 2023 (assesseur).
- Membre du jury de soutenance de thèse de M. Maugard, *La lutte moderne contre les trafics de stupéfiants en France : entre réalités pénales et pratiques policières*, 31 mars 2025 (assesseur).

Ouvrages

Direction

- Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives, Pedone, 2020.
- L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français, avec M. Bardet, IFDJ, 2024.

Contributions

- Code pénal Lexisnexus, sous la direction scientifique de David Déchenaud, en collaboration avec Marion Lacaze et Anne-Gaëlle Robert, et Guillaume Beaussonie et Cédric Ribeyre, depuis éd. 2020 (refonte du Livre 1, Titres 1 et 2 en 2020 et mise à jour depuis)
- « L'information génétique familiale », in V. Larribau-Terneyre et J.J. Lemouland (dir.), *La révision des lois de bioéthique, Loi n°2011-814 du 7 juillet 2011*, coll. Bibliothèques de Droit, L'Harmattan, 2011, pp. 65-89.
- « La politique antiterroriste de l'Union européenne : mythe ou réalité ? », in A. Gogorza et M. Lacaze (dir.), *Les politiques criminelles antiterroristes en Europe*, Les colloques de l'ISCJ n°1, juin 2017, pp. 49-68 (96 558 caractères).
- « La distinction entre l'information et le renseignement dans l'espace de liberté de sécurité et de justice. Réflexions sur l'échange de données entre les forces de police », in C. Chevallier-Govers (dir.), *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice*, Mare et Martin, 2017, pp. 33-50 (31 402 caractères).
- « Le trafic maritime de stupéfiants », in L. Grard (dir.), *La Mer. Droit de l'Union européenne. Droit international*, coll. Droits européens, Pédone, 2018, pp. 235-245 (30 230 caractères)
- « La distinction entre police judiciaire et police administrative et la simplification de la procédure pénale : quelles perspectives ? », in Y. Carpentier et A. Giudicelli (dir.), *La simplification de la procédure pénale*, PUAM, 2019, pp. 27-49 (61 973 caractères)
- « Propos introductifs », in T. Herran (dir.), *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, Pedone, 2020, pp. 9-15.
- « Le contentieux de l'extradition dans les relations franco-rwandaïses : esquisses d'une politique jurisprudentielle singulière » in J.-F. Boudet (dir.), *Les dossiers judiciaires relatifs au génocide des tutsi au Rwanda de la France*, L'Harmattan, 2021 (49 310 caractères)
- « Coopération(s) pénale(s) internationale(s) : diversité ou unité ? », in Joana Falxa (dir.), *Coopération judiciaire internationale en matière pénale, France*.

Brésil, Suriname, L'Harmattan, Bibliothèques de droit, 2021, pp. (54 427 caractères).

- « La responsabilité collective », avec Isabelle Moulier, in A.-L. Chaumette et R. Parizot, *Les nouvelles formes de criminalité internationale* à paraître, éd. Pédone, 2021, pp. 93-116 (78 325 caractères).
- « Le contrôle juridictionnel des enquêtes du Parquet européen », in C. Chevallier-Govers et A. Weyemberg (dir.), *La création du Parquet européen, simple évolution ou bien révolution au sein de l'espace judiciaire européen* ?, éd. Larcier, coll. Droit de l'Union européenne, 2021, pp. 288-210 (62 100 caractères).
- « La justice pénale internationale », in M. Nicolas-Gréciano et E. Raschel, *La publicité de la justice. Regards en droit interne, européen et international*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2022, pp. 159 et s. (46 372 caractères).
- « L'entraide pénale en Europe », avec A. Gogorza, Ph. Jaeglé, et J.-F. Thony, in J.B. Perrier, *Europe(s) et justice pénale*, Dalloz, thèmes et commentaires, 2023, pp. 43-58 (46 273 caractères).
- « L'intervention d'une autorité étrangère ou internationale sur le territoire d'un État », in B. Aubert et L. Desessard (dir.), *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2023, pp. 29-46 (55 649 caractères).
- « La distinction entre le pouvoir et la compétence juridictionnels en droit pénal international », in *Liber Amicorum* en l'hommage de Yannick Capdepon, 2023, pp. 173 et s. (48 164 caractères).
- « Le droit du renseignement et les personnes détenues », in Y. Carpentier (dir.), *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, Lexisnexis 2023, pp. 27-49 (42 933 caractères).
- « La double incrimination en droit pénal international : entre faux semblants et lieux communs », *Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Conte*, 2023, pp. 443-455 (42 339 caractères).
- « Propos introductif », in M. Bardet et T. Herran, *L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal spécial français*, IFJD 2024.
- « Le Droit de l'Union européenne en tant que source du droit pénal » in H. Matsopoulou (dir.), *Lamy droit pénal général*, 2024.
- « Harmoniser les droits face aux changement climatique », in J. Lagoutte et R. Ollard (dir.), *Le droit pénal face au changement climatique*, Dalloz, Thème et commentaire, 2025, pp. 204-217, (32 022 caractères)
- « (Ré)Ecrire la règle pénale sous le contrôle du juge européen », in P. Cazalbou (dir.), *Ecrire la règle au XXIème siècle*, Mare et Martin, 2025, p. XXX(32 280 caractères).
- « Article 21 », in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (11 142 caractères)

- « Article 27 » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (53 995 caractères)
- « Article 28 » in S. Fucini, V. Michel (dir.), *Commentaire de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres*, à paraître (29 340 caractères).
- « Article 2 et 2 bis », in V. Malabat, *Commentaire de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse* (en préparation).

Articles de doctrine

- « La nouvelle compétence française en matière de terrorisme. Réflexions sur l'article 113-13 du Code pénal », *Dr. Pén.* 2013, ét. n°10, pp. 17-19 (23 453 caractères)
- « L'emprise de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'entraide répressive internationale », *RSC* 2013, n°4, pp. 735-758 (99 965 caractères)
- « Renseignement et nullité des actes de procédure », *Gaz. Pal.* 2016, n°3, pp. 78-82 (24 726 caractères)
- « La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'aune de la loi relative au renseignement », *Montesquieu Law Review*, mars 2016 (19 415 caractères)
- « Le contrôle des perquisitions administratives à l'occasion des procédures judiciaires incidentes à l'état d'urgence », *Gaz. Pal.* 2016, n°27, pp. 75-79 (24 872 caractères)
- « Le droit pénal à l'épreuve du mésusage de la force dans les opérations de maintien de l'ordre », *Gaz. Pal.* 2017, n°3, pp. 74-76 (17 687 caractères).
- « L'impact de la loi relative à la sécurité publique sur la distinction entre la police judiciaire et la police administrative », *AJ pén.* 2017, pp. 472-474 (19 804 caractères)
- « Les actions en réparation de la victime d'une infraction internationale », *RPDP* 2018, n°3, pp. 541-567 (94 141 caractères)
- « Les politiques étrangères devant les juridictions pénales françaises », *Lexbase pénal*, décembre 2018 (52 875 caractères)
- « L'oxymore de la prévention réactive à la commission d'une infraction », *Gaz Pal.* 2018, n°3, pp. 66-69 (20 186 caractères)
- « La Cour pénale internationale entre passé et avenir », *AJ pén.* 2018, pp. 440 et s. (21 941 caractères)
- « Le dystopiste et le professeur de droit », *Considérant. Revue du droit imaginé* 2019, n°1, pp. 47-67 (48 818 caractères).
- « La coopération policière à l'épreuve de la politique pénale européenne », *APC* 2019, pp. 51-62 (40 657 caractères)
- « L'incidence du Brexit sur l'entraide en matière pénale entre le Royaume-Uni et les États membres de l'Union européenne », *Lexbase pénal*, septembre 2020 (44 292 caractères).

- « Le fondement de la coopération pénale européenne dans la jurisprudence de la CJUE », *Dr. pén.* 2021, dossier 2, ét. n°2 (27 305 caractères).
- « Les équipes communes d'enquête : un modèle pour la coopération pénale européenne ? », *Les cahiers de la sécurité et de la justice* 2022, n°55, pp. 98 à 104 (30 492 caractères).
- « 20 ans d'existence du mandat d'arrêt européen », *Les cahiers de la justice* 2022, pp. 461-476 (45 978 caractères).
- « Quelle coopération ? », in *Guerre en Ukraine. Quelle responsabilité pénale pour les personnes morales ?*, in *Annuaire français de justice transitionnelle* 2022, pp. 341-356 (28 521 caractères).
- « Le Parquet européen », *Revue de l'Union européenne* 2023, n°672, pp. 537 (36 223 caractères).
- « Le conflit russo-ukrainien face à la justice pénale internationale : Les poursuites et le jugement des auteurs d'infractions internationales », *Journal d'actualité du droit international et européen*, 11 octobre 2023 (<https://revue-jadie.eu/article/view/7814>).
- « Juger les crimes internationaux des ministres », *Questions constitutionnelles*, avril 2024 (53 842 caractères).
- « Commentaire de la Convention de Ljubljana-La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux » avec Valérie Malabat, *AFDI* 2023, pp. 639-656 (62 684 caractères)

Notes de jurisprudence

Commentaires :

- « Le juge européen, le suicide assisté et les obligations positives », comm. /s CEDH, 19 sept. 2012, *Koch c/ Allemagne*, *revue Droit & Santé*, n°51, jan. 2013, pp. 9-15 (25 527 caractères)
- « L'application de la règle *ne bis in idem* suite à une dénonciation aux fins de poursuites : une prise en compte modérée du droit de ne pas être jugé deux fois pour la même infraction », comm. /s Crim. 23 oct. 2013, *AJ pénal* 2014, n°3, pp. 127-130 (21 317 caractères)
- « La répression du génocide rwandais : une histoire sans fin », comm. /s Cass. Crim., 26 fév. 2014, n° 13-87.888 et n° 13-86.63, *JCP G* 2014, p. 904-907 (21 128 caractères).
- « La distinction entre police administrative et police judiciaire à l'épreuve de l'entraide policière internationale », comm. /s Cass. Crim., 1^{er} avril 2015, n°14-87.647, *D.* 2015, pp. 1880-1885 (21 783 caractères)
- « Affirmation de la compétence du juge pénal dans le contrôle des perquisitions administratives », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass.

Crim., 13 décembre 2016, n°16-82.176 et n°16-84.794, *AJ pén.* 2017, pp. 30-34 (27 266 caractères)

- « Le contrôle des perquisitions administratives de l'état d'urgence par le juge pénal : acte 2 », co-écrit avec Marion Lacaze, comm. /s Cass. Crim., 28 mars 2017, n° 16-85.073 et n° 16-85.072, *Lexbase Hebdo édition privée* n°697 du 4 mai 2017 (32 592 caractères)
- « La consolidation de l'obligation positive de coopération pénale internationale », comm. /s CEDH, 3ème ch., 4 avril 2017, *Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie*, req. n°36925/07, *Journal d'actualité des droits européens*, juin 2017 (22 389 caractères)
- « Les catégories de la procédure pénale à la lumière de l'entraide policière internationale », comm. /s Crim. 19 septembre 2017, n°17-82.317, *D.* 2018, pp. 155-159 (23 032 caractères)
- « Arrêt ML », Comm. CJUE, 1ère Ch., 25 juillet 2018, *ML*, aff. C 220/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 257-264 (31 289 caractères)
- « Arrêt Minister for Justice and Equality c. LM », Comm. CJUE, Grde Ch., 25 juillet 2018, *Minister for Justice and Equality*, aff. C-216/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 264-270 (25 920 caractères)
- « Arrêt RO », Comm. CJUE, 1ère Ch., 19 septembre 2018, *RO*, aff. C-327/18, *RDUE* 2019, n°1, pp. 271-279 (23 606 caractères)
- 12. « Mandat d'arrêt européen et droits fondamentaux : la contre-révolution en marche », comm. Cass. Crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379, *D.* 2022, pp. 2147 à 2151 (18 696 caractères).
- « Le conflit russo-ukrainien face à la justice pénale internationale » in [*Journal d'Actualité du Droit International et Européen*](#), revue en ligne, 2023 (34 771 caractères).
- « « Prendre la partie pour le Tout » : Aristote au secours de la compétence universelle », comm. Ass. Plén., 12 mai 2023, n° 22-82.468 et 22-80.057, avec A. Gogorza, *Lexbase pénal* 2023 (44 993 caractères).
- « L'appréciation des assurances diplomatiques par le juge de l'extradition : précision sur l'office de la chambre de l'instruction », Cass. crim., 30 janv. 2024, n° 23-83.549, *JCP G* 2024, p. 588 (15 266 caractères).

Observations :

- « (In)Compétence des juridictions répressives françaises et infractions en mer », zoom. /s C.A. Pau, Ch. corr., 10 sept. 2009, *JCP G.*, 7 déc. 2009, n°50, p. 7.
- « L'exonération totale de la responsabilité du transporteur terrestre pour faute de la victime », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 24 août 2010, *JCP G.*, n°52, 27 déc. 2010, p. 2428.
- « La subsidiarité de la responsabilité du fournisseur », zoom. /s C.A. Pau, Ch. civ. 1, 11 oct. 2011, *JCP G.*, 26 déc. 2011, p. 2555 (2 414 caractères)

- « L'engagement de la responsabilité civile du jockey à l'égard du parieur », comm. sous CA Pau, 1ère ch., 18 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées*, 2013, n°1, pp. 200-205 (18 051 caractères)
- « Prescription de l'action publique et de la peine en matière d'extradition et principe de spécialité dans le mandat d'arrêt européen », obs. /s CA Pau, ch. correc., 11 janvier 2013, *Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées* 2013, n°1, pp. 115-119 (5 199 caractères).
- « Le refus de la remise pour atteinte disproportionnée au droit au respect à la vie privée et familiale : l'illustration discrète d'une révolution annoncée », obs. /s Cass. Crim., 5 mai 2015, n°15-82.108, *AJ pén.* 2015, p. 660 (8 043 caractères)
- « Le clair-obscur de la subdélégation d'acte d'instruction par un OPJ », obs. /s Cass. Crim., 6 décembre 2016, n°16-84.451, *AJ pén.* 2017, p. 133 (7 630 caractères)
- « Précisions sur la nature de la demande d'extension des effets d'un mandat d'arrêt européen », obs. /s Crim. 10 janvier 2018, n°17-83.974, *Lexbase pénal*, février 2018 (8 022 caractères)
- « Brexit et coopération pénale : l'indifférence de la notification du retrait du Royaume-Uni sur l'exécution du mandat d'arrêt européen émis par les autorités britanniques », obs. /s CJUE, 19 septembre 2018, aff. C 327/18, *Lexbase pénal*, octobre 2018 (9 394 caractères)
- « Du subtil équilibre entre la confiance mutuelle et la protection effective des droits fondamentaux dans la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen », obs. /s Cass. crim., 26 mars 2019, n° 19-81.731, *AJ pénal* 2019, p. 394 (10 020 caractères).
- « La notion d'autorité judiciaire dans le mandat d'arrêt européen », obs. /s CJUE, 27 mai 2019, C-508/18 et C-82/19, *AJ pénal* 2019, p. 453 (8 722 caractères)
- « Conditions de détention et mandat d'arrêt européen : les dits et non-dits de la Chambre criminelle », obs. /s CJUE, 24 juillet 2019, n°19-84.068, *Lexbase Pénal*, septembre 2019 (6 371 caractères)
- « La validité de la procédure d'émission du mandat d'arrêt européen mise en doute par les juridictions françaises », obs. /s CA Aix-en-Provence, 15 oct. 2019, n°2019/1986, *Lexbase Pénal*, novembre 2019 (9 103 caractères)
- « La neutralisation par accident des incriminations nationales par le droit de l'Union européenne », obs. /s Cass. crim 5 nov. 2019, n° 18-82.989 et n° 18-80.554., *AJ pénal* 2020, p. 8 (7 258 caractères).
- « Le statut de l'immeuble parisien, sis avenue Foch, dans l'affaire des biens mal acquis : regard pénaliste sur la décision de la Cour internationale de justice », obs. /s CIJ, 11 déc. 2020, *Immunités et procédures pénales (Guinée Equatoriale c. France)*, *Lexbase pénal*, janvier 2021 (12 802 caractères).
- « L'extradition d'un citoyen européen vers un Etat tiers : précision de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », *AJ pén.* 2021, p. 157 (7 572 caractères).

- « L'office du juge de l'exécution du mandat d'arrêt européen : entre rupture et continuité », obs. /s Cass. Crim. 4 oct. 2022, n°22-85.259, *Lexbase pénal*, décembre 2022 (7 796 caractères)
- « La double incrimination dans le mandat d'arrêt européen : la consécration d'une appréciation contextuelle », obs. /s 29 nov. 2022, *AJ pén.* 2023, p. 42 (7 822 caractères)
- « De la remise d'un réfugié ou la confiance mutuelle à géométrie... aléatoire », obs. Cass. crim., 31 janv. 2024, n° 24-80.014, *RSC* 2024, p. 472.
- « Droit au respect de la vie privée et familiale et mandat d'arrêt européen : un motif de refus en perte de repère », obs. /s. Cass. crim., 17 janv. 2024, n° 23-87.197, *RSC* 2024, p. 469.
- « La (non-) neutralisation de l'application d'une infraction par un accord conclu par l'Union européenne », obs. /s. 15 nov. 2023, n° 22-81.258, *RSC* 2024, p. 467.
- « Procédure de remise entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE : un mandat d'arrêt européen qui n'en porte pas le nom ? », obs. /s Cass. crim., 2 mai 2024, *AJ pén.* 2024, p. 398 (8 543 caractères).
- « La remise du réfugié : anatomie d'un revirement », obs. /s. Cass. crim. 5 nov. 2024, n° 24-85.705, *RSC* 2025, p. 459.
- « Mandat d'arrêt à des fins d'exécution d'une peine prononcée par défaut et exécution de la peine sur le territoire de l'État d'émission : l'effet boomerang des droits de la défense », obs. Cass. Crim. 25 février 2025, n° 25-80.670 et Cass. Crim, 11 mars 2025, n° 25-81.051, *RSC* 2025, p. 562.

Chroniques/panoramas

Chronique en droit pénal de l'Union européenne, RPDP

- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne », avec François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2017, n°4 (50 048 caractères)
Obs. /s : Directive 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal ; CJUE, 5 déc. 2017, MAS et MB, aff. C-42/17 ; CJUE, 29 juin 2017, Daniel Adam Poptawski, aff. C-579/15, CJUE, 10 août 2017, Tadas Tupikas, aff. C-270/17, CJUE, 10 août 2017, Sławomir Andrzej Zdziasek, aff. C-271/17 ; CJUE, 21 sept. 2017, Trayan Beshkov c. Sofiyska rayonna prokuratura, aff. C-171/16
- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne », avec M. François Xavier Roux-Demare, *RPDP* 2018, n°4 (23 255 caractères).
Comm. : Directive 2018/1673 du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal
- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne », avec François Xavier Roux-Demare et Blandine Thellier de Poncheville, *RPDP* 2019, n°2 (23 899 caractères)

Comm. : Règlement 2018/1727 du 14 novembre 2018 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)

- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne : les procédures nationales d'émission du mandat d'arrêt européen au crible de la Cour de justice de l'Union européenne », *RPDP* 2019, n°4 (32 698 caractères) :

Obs /s : CJUE, 27 mai 2019, OG et PI, aff. C-508/18 et C-82/19 PPU ; CJUE, 27 mai 2019, PF, aff. C-509/18 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU

- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne », *RPDP* 2020, n°2 (42 569 caractères) :

Obs /s : CJUE, Ord., 24 sept. 2019, Procédure pénale contre QR, Aff. C-467/19 PPU, CJUE, 28 nov. 2019, 28 novembre 2019, Procédure pénale contre DK, aff. C-653/19, CJUE, 19 sept. 2019, EP, aff. C-467/18, CJUE, 3 fév. 2020, Procédure pénale contre TX et UW, C-688/18, CJUE, 5 sept. 2019, Procédure pénale contre AH e.a., C-377/18, CJUE, ord., 28 mai 2020, Procédure pénale contre UL et VM, C-709/18, CJUE, 15 oct. 2019, Dumitru-Tudor Dorobantu, C-128/18, CJUE, 3 mars 2020, X, C-717/18, CJUE, 24 oct. 2019, Ivan Gavanozov, aff. C-324/17.

- « Chronique de droit pénal de l'Union européenne », avec Blandine Thellier de Poncheville, *RPDP* 2021, n°2 (51 122 caractères)

Obs. :S : CJUE Gde Ch., 21 mai 2021, WS, aff. n° C 505/19 ; CJUE, 6 ct. 2020, La Quadrature du Net e.a. contre Premier ministre e.a., C-511/18, C-512/18 et C-520/18.

Panorama en droit pénal international et européen, Lexbase pénal

- « Panorama en droit pénal international et européen », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2019 (65 477 caractères)

Obs /s : CEDH, 29 janv. 2019, req. n°36925/07, Guzelyurtlu et autres c. Chypre et Turquie ; Cass. crim. 19 février 2019, n° 18-82.495 ; Cass. Crim., 21 nov. 2018, n° 18-86.101 ; Cass. crim. 15 janvier 2019, n°18-86.968 ; Cass. crim. 19 février 2019, n°19-80.513 ; Cass. crim. 26 mars 2019, n° 19-81.731 ; CJUE, 12 fév. 2019, n° C-492/18, TC ; CJUE, 6 déc. 2018, n° C 551/18, IK.

- « Panorama en droit pénal international et européen », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2020 (98 121 caractères)

Obs /s : Cass. crim., 26 novembre 2019, n° 19-80.274 ; Cass. crim., 27 nov. 2019, n° 19-81.773 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-81.092 ; CE, 2^{ème} ch., 21 oct. 2019, n°427327 ; Cass. crim., 11 déc. 2019, n° 19-80.181 ; Cass. crim., 30 oct. 2019, n° 19-81.575 ; CE, 2^{ème} - 7^{ème} ch. réun., 31 déc. 2019, n° 426831 ; CE, 2^{ème} - 7^{ème} ch. r., 11 déc. 2019, n° 424993 ; Cass. crim., 28 janv. 2020, n° 19-86.833 ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; CJUE, 3 mars 2020, C-717/18, X ; Cass. crim., 8 octobre 2019, n° 19-85.819 ; CJUE, 9 octobre 2019, NJ, aff. C-489/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, JR et YC aff. C-566/19 PPU et C-626/19 PPU ; CJUE, 12 décembre 2019, XD, aff. C-625/19 ; CJUE, 12 décembre 2019, ZB, aff. C-627/19 PPU ; Cass. crim., 7 janv. 2020, n° 19-87.741 ; Cass. crim., 18 déc. 2019, 19-87.333 ; Cass. crim., 26 févr. 2020, n° 20-80.813 ; Cass. crim., 8 janv. 2020, n° 19-80.34.

- « Panorama en droit pénal international et européen (mai 2020-avril 2021) », avec Amane Gogorza, *Lexbase pénal*, mai 2021 (111 449 caractères).

Obs. /s : Cass. crim., 2 septembre 2020, n° 18-84.682 ; Cass. crim. 13 janvier 2021, n° 20-80.511 ; Cass. crim., 13 janvier 2021, n° 20-81.359 ; CJUE 24 novembre 2020, aff. C-510/19, AZ ; CJUE, 8 décembre 2020, aff. C-584/19 ; CJUE, 17 décembre 2020, aff. C-354/20 PPU et C-412/20 PPU, L et P ; CJUE, 2 mars 2021, aff. C-746/18, H.K ; CEDH, 25 mars 2021, Req. 40324/16 et 12623/17, Bivolaru et Moldovan c/ France ; Cass. crim., 26 janvier 2021, 21-80.329 ; CJUE, 13 janvier 2021, aff. C-414/20, MM ; CJUE, 10 mars 2021, aff. C-648/20, PI ; Cass. crim., 17 mars 2021, n° 20-84.365 ; Cass. crim., 30 septembre 2020, n° 20-83.181 ; Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale Spécialisée ; Cass. crim., 14 avril 2021, n° 20-82.529 ; CEDH, GC, 16 février 2021, Req. 4871/16, Hanan c/ Allemagne ; CEDH, 18 février 2021, Req. 60324/15 et 60335/15, PM et FF c/ France ; CEDH, 24 novembre 2020, Req. 31623/17, Bardali c/ Suisse ; CEDH, 19 novembre 2020, Req. 25338/16, Barbotin c/ France ; Cass. crim. 30 mars 2021, n° 21-80.421, F-P ; Cass. crim., 8 juillet 2020, n° 20-81.739 ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie ; CEDH, 17 décembre 2020, Req. 61470/15, Sellami c/ France ; CEDH, GC, 22 décembre 2020, Req. 14305/17, Selahattin Demirtaş c/ Turquie (n° 2).

- « Panorama en droit pénal international et européen (mai 2021-avril 2022) », Lexbase pénal, mai 2022 (122 630 caractères).

Obs. : Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-85.840 ; Cass. crim., 15 décembre 2021, n° 21-83.161 et 21-83.162 ; Cass. crim., 24 novembre 2021, n° 21-81.344 ; Cass. crim., 8 septembre 2021, n° 19-81.850 ; Cass. crim., 8 juin 2021, n° 20-85.475 ; Cass. crim., 22 septembre 2021, n° 21-84.082 ; Cass. crim., 19 octobre 2021, n° 21-82.230 ; Cass. crim., 15 septembre 2021, n° 20-86.910 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; Cass. crim., 11 août 2021, n° 21-84.361 [1] ; Cass. crim., 30 mars 2022, n° 22-81.656 ; Cons. const., décision n° 2022-989 QPC, du 22 avril 2022 ; Cass. crim., 30 juin 2021, n° 20-84.449 ; Loi n° 2021-1729, du 22 décembre 2021, pour la confiance dans l'institution judiciaire ; CJUE, 5 avril 2022, G.D., C-140/20 ; CEDH, 15 juin 2021, n° 62903/15, GC, Kurt c/ Autriche ; CEDH, 7 avril 2022, n° 10929/19, Landi c/ Italie ; CEDH, 16 décembre 2021, Req. 45397/13, Ivan Karpenko c/ Ukraine ; CEDH, 9 décembre 2021, Req. 56138/16, Jarrand c/ France ; CEDH, 27 janv. 2022, Req. 21119/19, Association des familles des victimes du JOOLA c/ France ; CEDH, 12 octobre 2021, n° 11625 /17, J.C. et autres c/ Belgique ; CEDH, 25 novembre 2021, Req. 10917/15 et 10941/15, Sassi et Benchellali c/ France ; CEDH, 14 avril 2022, Req. 15136/20, Lings c/ Danemark ; CEDH, 2 septembre 2021, Req. 46883/15, ZB c/ France

- « Panorama en droit pénal international et européen (mai 2022-avril 2023) », avec Amane Gogorza, Lexbase pénal, mai 2023 (147 409 caractères).

Obs. : Cass. crim., 10 janvier 2023, n° 21-85.526 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 22-83.562 ; Recommandation (UE) n° 2022/915 du Conseil, du 9 juin 2022, relative à la coopération opérationnelle des services répressifs ; Règlement (UE) n° 2022/991, du 8 juin 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2016/794 en ce qui concerne la coopération d'Europol avec les parties privées, le traitement de données à caractère personnel par Europol à l'appui d'enquêtes pénales et le rôle d'Europol en matière de recherche et d'innovation ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-81.257 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.120 ; Cass. crim., 13 décembre 2022, n° 22-80.610 ; Cass. crim., 11 octobre 2022, n° 22-80.654 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.382 ; Cass. crim., 28 mars 2023, n° 22-84.385, n° 22-84.386, n° 22-84.387, n° 22-84.388, n° 22-84.389, n° 22-84.390, n° 22-84.391, n° 22-84.394 ; Cass. crim., 12 avril 2022, n° 22-80.284 ; Cass. crim., 1er juin 2022, n° 22-81.847 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.087 ; Cass. crim., 21 septembre 2022, n° 22-84.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 22-81.155 ; Cass. crim., 5 janvier 2023, n° 21-87.017 ; Cass. crim., 15 février 2023, n° 21-87.146 ; Cass. crim., 10 mai 2022, n° 22-82.379 ; CJUE, 31 janvier 2023, aff. C-158/21, Gordi, Puigdemont et alii ; CJUE, 18 avril 2023, aff. C-699/21, EDL ; Cass. crim., 12 juillet 2022, n° 22-83.646 ; CJUE, 7 juillet 2022, aff. C-168/21, KL ; Cass. crim., 29 novembre 2022, n° 20.86-216 ; CJUE, 2 mars 2023, aff. C-16/22, MS

; Règlement (UE) n° 2022/838 du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 2022, modifiant le Règlement (UE) n° 2018/1727 en ce qui concerne la conservation, l'analyse et le stockage par Eurojust des preuves relatives au génocide, aux crimes contre l'humanité, aux crimes de guerre et aux infractions criminelles connexes ; CJUE, 22 novembre 2022, aff. jointes C-37/20 Luxembourg Business Registers et C-601/20, Sovim ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 22854/20, Sanchez-Sanchez c/ RU ; CEDH, 1er décembre 2022, Req. 14260/17, DK c. Italie ; CEDH, 3 novembre 2022, Req. 59227/12, Loste c. France ; CEDH, 30 mars 2023, Req. 71244/17, Diémert c. France ; CEDH, Grde ch., 14 février 2023, Req. 21884/18, Halet c. Luxembourg.

- « Panorama en droit pénal international et européen (mai 2023-octobre 2024) », avec Amane Gogorza, Lexbase pénal, octobre 2024 (217 326 caractères)

Obs. /s. : Cass. crim. 7 nov. 2023, n° 22-87.230 ; Cass. crim. 7 nov. 2023, n° 22-86.349 ; Cass. crim. 5 sept. 2023, n° 22-84.537 ; Cass. crim., 4 avril 2024, n° 23-80.894 ; Cass. crim., 6 mars 2024, n° 23-87.046 ; Cass. crim., 6 juin 2023, n° 22-82.469 ; Cass. crim., 6 mars 2024, n° 23-87.046, Directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil ; Cass. crim., 21 novembre 2023, n° 23-81.906 ; Cass. crim., 5 mars 2024, n° 22-81.806, Cass. crim., 30 janvier 2024, n° 23-83.549 ; Cass. crim., 7 novembre 2023, n° 23-82.220 ; Cass. crim. 19 décembre 2023, n°22-86.577, 23-82.063 ; Cass. Crim., 5 sept. 2023, n° 23-80.334 ; Cass. crim., 16 janv. 2024, n° 23-82.942 ; Cass. crim., 23 mai 2023, n° 23-81.298 ; Cass. crim., 23 mai 2023, n°22-81.169 ; Cass. crim., 13 fév. 2024, n° 23-83.818 ; Cass. crim., 10 janvier 2024, n° 22-86.707 ; Cass. crim., 23 août 2023, n° 23-84.608, N°Lexbase N6826BZT ; Cass. crim., 29 mai 2024, n° 24-82.747 ; Cass. crim., 7 août 2024, n° 24-81.863 ; CJUE, Gde Ch., 6 juin 2023, OG, C-700/21 ; Cass. crim., 31 janvier 2024, n° 24-80.014 ; Cass. Crim. 9 août 2023, n° 23-84.328 ; CJUE, 21 déc. 2023, C-396/22, C-397/22, C-398/22, C-399/22 ; CJUE, 24 juil. 2024, PPR, C 318/24 PPU ; CJUE, 21 septembre 2023, C-164/22 ; CJUE, 21 déc. 2023, C 261/22 ; Cass. crim., 17 janv. 2024, n° 23-87.197 ; CJUE, 6 juillet 2023, OE, C-142/22 ; Cass. crim., 29 mai 2024, n° 24-82.747 ; CJUE, 14 sept. 2023, KT, C-71/21 ; Cass. crim., 2 mai 2024, n° 24-82.116 ; CJUE, 29 juil. 2024, MA, C-202/24 ; CJUE, 6 juin 2024, C 255/23 et C 285/23, CJUE, Gde chambre, 30 av. 2024, MN, C 670/22 ; CJUE, 9 nov. 2023, M.D., C-819/21, Cass. crim., 28 mai 2024, n° 24-81.539 ; CJUE, 5 oct. 2023, QS, C-219/22 ; Cass. crim., 9 oct. 2024, n° 23-86.770 ; Règlement (UE) 2023/2131 du Parlement européen et du Conseil du 4 octobre 2023 modifiant le règlement (UE) 2018/1727 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2005/671/JAI du Conseil en ce qui concerne l'échange d'informations numériques dans les affaires de terrorisme ; CJUE, 21 déc. 2023, GK, BOD et SL, C-281/22 ; Décision 2022/2332 du 28 novembre 2022 relative à l'identification de la violation des mesures restrictives de l'Union en tant que domaine de criminalité qui remplit les critères visés à l'article 83, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; Directive 2024/1385 du 14 mai 2024 du Parlement européen et du Conseil sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; CJUE, 4 octobre 2024, QG c. Bezirkshauptmannschaft Landeck, C-548/21 ; CEDH, 11 juillet 2024, Sahraoui et autres c. France, n°35402/20 ; CEDH, 7 sept. 2023, Compaoré c. France, n° 37726/21 ; CEDH, 9 juillet 2024, Delga c. France, n° 38998/20 ; CEDH, 12 oct. 2023, Total S.A. et Vitol S.A. c/ France, nos 34634/18 et 43546/18 ; CEDH, 25 juil. 2024, M.A. et autres contre France, n° 63664/19 64450/19 24387/20.

- « Panorama en droit pénal international et européen (oct. 2024-avril 2025) », avec Amane Gogorza, Lexbase pénal, juin 2025
- Obs : Cass. crim., 2 avril 2025, n° 23-85.087 ; Cass. crim., 2 avril 2025, n° 23-85.080 ; Cass. crim., 26 novembre 2024, n° 24-81.450 ; Cass. crim., 8 octobre 2024, n° 24-81.917 ; Cass. crim., 8 avril 2025, n°25-80.279 ; Cass. crim., 19 mars 2025, n° 25-80.129 ; Cass. crim., 25 mars 2025, n° 25-80.290 ; Cass. crim. 5 novembre 2024, FS-B, n° 24-85.705 ; Cass. crim., 25 février 2025, 25-80.670 ; Cass. crim., 11 mars 2025, 25-81.051 ; CJUE, 10 av. 2025, JMBT, aff. C-481/23 ; Cass. crim., 16 octobre 2024, n° 24-85.502 ; CJUE, 20 mars 2025, OM, aff. C-763/22 ; CJUE, 3 avril 2025, MA, aff.

C-743/24 ; CJUE, 9 janvier 2025, AK, aff. C-583/23 ; Cass. crim., 26 février 2025, n° 24-86.851 ; Cass. crim., 14 novembre 2024, 23-85.703 ; Cass. crim., 9 octobre 2024, 23-86.770 ; Cass. crim., 10 décembre 2024, n° 24-85.354 ; CJUE, 8 avril 2025, IRO, C-292/23 ; Cass. crim., 12 mars 2025, 23-80.407 ; CJUE, 16 janvier 2025, aff. C400/23 et aff. C. 644/23 ; CJUE, 7 novembre 2024, aff. C126/23.

Fascicules dans des encyclopédies juridiques

- « Communications électroniques », *Jurisclasseur Lois pénales spéciales*, juillet 2018 (actualisation du fascicule créé par Virginie Peltier)
 - o « Protection des infrastructures », fasc. 20 (147 505 caractères)
 - o « Régulation du fonctionnement », fasc. 30 (110 570 caractères)
 - o « Procédure », fasc. 40 (47 054 caractères)
- « Conventions universelles répressives » *Jurisclasseur Droit international*, sept.2024 (refonte des fascicules créés par André Huet et Renée Koering-Joulin)
 - o « Infractions internationales », fasc. 406-10 (366 138 caractères)
 - o « Infractions transnationales », fasc. 406-20 (341 781 caractères)
- « Notions fondamentales de droit pénal international », *Jurisclasseur droit pénal des affaires* (en préparation)

Travaux présentés lors de colloques ou de journées d'études :

Travaux n'ayant pas donné lieu à publication :

- « Les aspects juridiques de l'intégration européenne : l'exemple du droit pénal », communication dans le cadre des journées d'étude interdisciplinaires de l'École doctorale ED 481-SSH sur le thème « *Intégrer* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 7 et 8 avril 2011.
- « Le harcèlement... la réponse judiciaire », communication à l'occasion du colloque « *Le Harcèlement moral. Du traumatisme à la réponse judiciaire* », colloque organisé par l'association Halt'Hamo, Pau, le 26 avril 2013.
- Animation avec Mme Marion Lacaze d'une conférence-débat sur « Terrorisme et renseignement : tous surveillés ? » organisée par le Forum Montesquieu, École nationale de la magistrature Bordeaux, 13 octobre 2015.
- Participation à la conférence sur « La loi sur le renseignement : quel équilibre entre sécurité et libertés individuelles », organisée par le groupe Cycle de conférences du Master 2 Conseil et Contentieux, Université François Rabelais de Tours, 24 mars 2016.
- « Police et Justice dans un monde dangereux. La banalisation de l'exception en droit positif », communication dans le cadre du colloque « *Les ressorts de l'extraordinaire. Juste et police dans la fabrique de l'exception. Perspectives historiques et contemporaines* », organisé par Jean-Christophe Gaven, Université de Toulouse 1 Capitole, 30 et 31 mars 2017.

- « Le mandat d'arrêt européen à l'épreuve des droits fondamentaux », communication dans le cadre des universités européennes d'été sur le thème « *Schengen, Espaces répressifs transnationaux* », organisées par le CRDEI, Université de Bordeaux, 28 septembre 2017.
- « Propos introductif » et présidence d'une demi-journée de la journée d'étude « *Les spécificités du Tribunal spécial pour le Liban* », organisée par les étudiants Master 2 Droit pénal approfondi, Université de Bordeaux, 25 mai 2018.
- Participation et modération de la table ronde « Le point de départ d'une mesure de police », à l'occasion du colloque *La distinction entre polices administrative et judiciaire a-t-elle encore un sens ?* organisé par Delphine Taillandier-Thomas et Benjamin Lavergne, Université de Tours, 19 octobre 2018.
- « L'enquête transnationale européenne : de la commission rogatoire internationale à la décision d'enquête européenne », communication à l'occasion du séminaire *Garantir la protection des droits humains dans les interstices de transnationalité - Réflexions en droit pénal*, organisé par Juliette Lelieur, 30 novembre 2018, Université de Strasbourg.
- « La lutte contre les infractions sexuelles commises sur internet : quelle efficacité ? » à la journée d'études sur *Les infractions sexuelles en question(s) - Retour sur les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles*, organisé par Elisa Baron, 28 mars 2023.
- Participation à la table ronde « La guerre en Ukraine devant les juges » dans le cadre des journées d'étude *Russie/Ukraine, la guerre en Europe : répercussions et réactions*, organisées par le CRDEI, 14 septembre 2023, Université de Bordeaux.
- Présidence d'une demi-journée des universités d'automne de l'ISCJ sur « Les discours de haine », organisées par Valérie Malabat, 29 septembre 2023, Université de Bordeaux
- Participation au panel sur « Les tensions entre les logiques du droit de la famille et du droit pénal » dans le cadre du colloque *Violences de genre, violences intrafamiliales : une recherche systémique au service des pratiques*, 19 octobre 2023, organisé par la fédération « citoyens et justice », Paris.
- Participation à la table ronde « Les angles morts et contradictions entre droit pénal, droit de la famille et pratiques de soin : quelles solutions possibles ? », dans le cadre du colloque *Les auteurs de violence contre partenaire intime et leur prise en charge : regards croisés sciences sociales et pratiques professionnelles*, 15 novembre 2023, université de Bordeaux.
- Animation de la table ronde « Tribunal médiatique, tribunal judiciaire : interférences et/ou complémentarité ? », dans le cycle de conférence consacré "Vérité, justice et médias", 26 mars 2024, université de Bordeaux.
- Modération de la table ronde « Le contrôle du mandat d'arrêt européen », à l'occasion du colloque sur les 20 ans du mandat d'arrêt européen, 22 novembre 2024, Université de Bordeaux.
- Intervention dans la table ronde sur « Le mandat d'arrêt européen est-il devenu un outil efficient pour le juge et le procureur français ? » à l'occasion

du colloque sur l'entraide pénale internationale, organisé par le Parquet de Paris, 26 juin 2015, Tribunal de Paris.

- Présidence d'une demi-journée au colloque « Archéologie, patrimoine et droit pénal » organisée par Flore Doulou et Théo Derory, 27 juin 2025, Université de Bordeaux.

Travaux ayant donné lieu à publication :

- « L'information génétique familiale », communication à l'occasion de la première journée d'étude des doctorants du C.R.A.J. relative au « *Projet de réforme des lois de bioéthique* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 15 avril 2011.

- « Le trafic maritime de stupéfiants », animation d'un atelier dans le cadre des Universités européennes d'été 2015, *L'Union européenne et la mer*, Université de Bordeaux, 22 septembre 2015.

- « Les actions en réparation de la victime d'une infraction internationale », communication à l'occasion du colloque « *Les actions en matière répressive* », organisé par Marion Lacaze et Julien Lagoutte, Université de Bordeaux, 11 février 2016.

- « La politique antiterroriste de l'Union européenne : mythe ou réalité ? », communication dans le cadre des journées d'étude de droit comparé « *Les politiques antiterroristes en Europe* », organisées par Amane Gogorza et Marion Lacaze, Université de Bordeaux, 12 mai 2016.

- « La distinction entre l'information et le renseignement dans l'espace de liberté de sécurité et de justice », communication dans le cadre du colloque « *L'échange de données dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice* », organisé par Constance Chevallier-Govers, Université de Grenoble, 17 et 18 novembre 2016.

- « Coopération(s) pénale(s) internationale(s) : diversité ou unité ? », communication dans le cadre du colloque « *La coopération judiciaire internationale en matière pénale* », organisé par Joana Falxa, Université de Guyane, 23 et 24 octobre 2017.

- « La distinction entre police judiciaire et police administrative et la simplification de la procédure pénale : quelles perspectives ? », communication dans le cadre du colloque « *La simplification de la procédure pénale* », organisé par Yan Carpentier et André Giudicelli, Université de Corse Pasquale Paoli, 23 mars 2018.

- « Les politiques étrangers devant les juridictions pénales françaises » communication à l'occasion du Congrès des jeunes pénalistes sur « *La politique et le droit pénal* », organisé par Evan Raschel, Université Clermont Auvergne, 28 septembre 2018.

- « Propos introductifs », communication au colloque *Les 20 ans du statut de Rome : bilan et perspectives ?*, 21, 22, 23 novembre 2018, Université de Bordeaux.

- « La responsabilité collective », communication avec Mme Isabelle Moulier dans le cadre du colloque « *Les nouvelles formes de criminalité internationale* », organisé par Anne-Laure Chaumette et Raphaële Parizot, Université de Paris Nanterre, 21 mars 2019.
- « Le contrôle juridictionnel des enquêtes du Parquet européen », communication au colloque « *La création du Parquet européen, simple évolution ou bien révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?* » organisé par Constance Chevallier-Govers et Anne Weyemberg, 21 et 22 novembre 2019.
- « La justice pénale internationale », participation à la table ronde « La publicité des procès. Analyses de droit comparé et international », organisée par Marie Nicolas et Evan Raschel, 2 avril 2021, Université de Clermont Auvergne.
- « Propos introductif », colloque sur *l'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français. L'exemple du droit pénal spécial*, 24 septembre 2021, Université de Bordeaux.
- Participation à l'atelier consacré à « l'Entraide pénale en Europe » au colloque de l'AFDP « Europe(s) et justice pénale », organisé par Jean-Baptiste Perrier, 7 et 8 octobre 2021, Université Aix Marseille.
- « L'intervention d'une autorité étrangère ou internationale sur le territoire d'un État » à l'occasion du colloque consacré à *Questions contemporaines sur la territorialité du droit pénal*, organisé par Bernadette Aubert et Laurent Desessard, 19 et 20 novembre 2021, Université de Poitiers.
- « Le droit du renseignement et les personnes détenues » à l'occasion du colloque *Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*, le 4 mars 2022, Université de Corte.
- « Le conflit russo-ukrainien face à la justice pénale internationale » cycle de conférences organisé par Emilie Destombes, Barbara Thibault et Laura Walz, Université de Bordeaux, 2023.
- « Quelle coopération ? », in *Guerre en Ukraine. Quelle responsabilité pénale pour les personnes morales ?*, organisé par Farah Safi, 10 mars 2023, Université Clermont Auvergne.
- « Harmoniser les droits » in *Le droit pénal face au changement climatique : l'échelle globale*, organisé par Julien Lagoutte et Romaine Ollard, 22 mars 2024, université de Bordeaux.
- « (Ré)Ecrire la règle pénale sous le contrôle du juge européen », communication à l'occasion du colloque *écrire la règle au XXIème siècle* organisé par Paul Cazalbou, 14 et 15 novembre 2024, Université de Toulouse Capitole
- « Les mauvaises transpositions des directives européennes », communication à la journée d'étude *L'influence du droit européen sur la procédure pénale nationale : l'identification des résistances nationales*, organisée par Hélène Christodoulou, Université de Toulouse Capitole, 17 avril 2025.

- « L'exercice du pouvoir de punir dans l'Océan », communication à l'occasion du colloque *Droit pénal et océan*, Université de Polynésie française, 26 mai 2025.
- « La coopération pénale internationale », communication à l'occasion du colloque *Le trafic d'animaux sauvages*, organisé par Adrienne Bonnet et Floriane Petiot, 9 octobre 2025.